

Affaires Barroso & Kroes

Au sein de toutes les institutions et agences, vous avez été très nombreuses et nombreux à nous faire part de votre appréciation concernant nos démarches entreprises pour ces affaires.

Vous nous avez demandé un état des lieux détaillé permettant d'informer le Personnel sur l'évolution de ces initiatives, sur notre analyse des derniers événements et sur les prochaines échéances.

Vous trouverez ci-après les informations demandées.

Nous allons continuer à suivre ce dossier avec la plus grande détermination et restons à l'entière disposition du personnel pour toute information supplémentaire qu'il souhaiterait obtenir. Dès que nous recevrons des nouvelles, nous vous tiendrons informés.

Merci encore vraiment pour votre soutien et vos encouragements !

Cristiano Sebastiani

Président

Rappel des faits

R&D a immédiatement dénoncé les affaires Barroso et Kroes ...

Dès l'annonce de la nomination de M. Barroso auprès de la banque d'affaires Goldman Sachs, R&D a immédiatement dénoncé cette rocambolesque reconversion, ce pantouflage et pas des moindres, en demandant au Président Juncker d'entamer les démarches qui s'imposaient pour défendre la crédibilité des institutions et, au-delà, celle du projet européen ([12 juillet](#), [04 août](#), [09 septembre](#), [14 septembre](#)) !

En parallèle, nous nous sommes adressés personnellement à M. Barroso en l'invitant à renoncer à son contrat conclu avec cette banque d'affaires et ceci, dans le but d'éviter les effets désastreux portant sur la crédibilité des institutions et du projet européen qui n'ont jamais été autant en danger ([12 juillet](#)). Nous

demeurons toujours dans l'attente d'une réponse de sa part.

De même, nous avons aussitôt dénoncé l'affaire "Bahamas Papers" relative à la situation de l'ancienne Vice-présidente, Mme Neeli Kroes ([23 septembre](#)).

Par la même occasion, nous nous sommes réjouis des démarches entamées par la **Médiatrice européenne** qui a réagi vivement à ces affaires. Elle avait déjà constaté, par sa [décision du 30 juin 2016](#), un cas évident de mauvaise administration sur la façon dont la Commission Barroso avait traité la reprise d'une activité professionnelle d'un autre ancien commissaire.

R&D a immédiatement demandé une révision profonde du code de bonne conduite

Outre nos demandes de faire toute la lumière sur ces affaires et face au caractère inadéquat des règles visant à les prévenir ainsi qu'à l'insuffisance des contrôles permettant de les constater, nous avons invité la Commission à réformer en profondeur le code de bonne con-

duite applicable aux membres du Collège ainsi qu'à mettre en place les mesures appropriées permettant d'en assurer, dans tous les cas, le respect.

Parallèlement, et dans le plus grand respect de l'autonomie du collectif des collègues qui en sont à l'origine, R&D a immédiatement soutenu la [PETITION "PAS EN NOTRE NOM"](#) qui a recueilli, au final, plus de 152.000 signatures!

Une Commission léthargique

Malgré toutes ces démarches, malgré toutes les réactions politiques au plus haut niveau au sein de tous les Etats membres, nous avons été au regret de constater le manque de réaction de la Commission ainsi que les propos initiaux inutilement rassurants du service du porte-parole... bref, la sous-estimation flagrante des conséquences politiques et médiatiques de ces affaires.

Notre institution a, dès lors, donné l'impression de cultiver l'illusion que par son inaction et ses réactions de toute évidence inadéquates, ces affaires s'estomperaient.

Ceci a eu pour conséquence de rendre la situation de plus en plus intenable en donnant l'impression que la Commission Juncker cautionnait les agissements malheureux étant à la base de ces affaires. Dans ces conditions, les prises de distance autant tardives qu'insuffisantes du Président Juncker, la décision de saisir le comité éthique ad hoc et les propos de M. Moscovici devant le PE... sont apparus aux yeux du monde extérieur, avant tout, comme étant le fruit des réactions externes à ces affaires auxquelles il était devenu impossible de résister.

R&D se réjouit des conclusions rendues par le Parlement européen lors du débat du 4 octobre dernier en présence du Commissaire Moscovici...

En particulier, comme indiqué dans le communiqué de presse établi à la suite de cette audition : **"Les membres du PE ont appelé à un renforcement important du code de conduite des commissaires européens, mais également à ce que le "délai de réflexion" s'appliquant aux anciens commissaires souhaitant rejoindre le secteur privé soit**

prolongé, que des sanctions et pénalités claires soient introduites dans les cas d'infraction évidente aux règles, et que la commission éthique ad hoc de la Commission devienne un organe indépendant en mesure de prendre des décisions finales en matière de fonctions adéquates pour les anciens commissaires."

Éviter les conflits d'intérêts des membres, anciens ou actuels, de la Commission - "Bahamas..."

17:15 / 18:50 - 04-10-2016



Sujet en cours

Liste des thèmes

Orateur intervenant sur le thème

17:15 Gáll-Pelcz, Ildikó

17:16 Moscovici, Pierre

17:23 Gáll-Pelcz, Ildikó

17:23 Zwiefka, Tadeusz

[Cliquez pour voir le débat en entier](#)



Parlement européen

Les députés demandent le renforcement du code de conduite des commissaires

Séance plénière [04-10-2016 - 18:50]

[Cliquez pour lire le communiqué de presse](#)

R&D reconnaît que les propos tenus par le Commissaire Moscovici à l'occasion de ce débat, tout en étant encore largement en deçà de ce que l'on pourrait attendre compte tenu de la gravité de la situation, suivent enfin la bonne direction

"La Commission veut que tous les citoyens européens soient assurés que les commissaires agissent uniquement dans l'intérêt de l'Europe. Tout conflit d'intérêt doit dès lors être évité, des règles très strictes à ce sujet existant déjà. Mais ces règles devraient être associées à la responsabilité personnelle. La Commission vérifie dès lors que ces questions puissent être examinées plus profondément"

En particulier, M. Moscovici a indiqué qu'afin de répondre aux attentes des citoyens européens, **l'exemplarité et la transparence** sont les premières priorités de la Commission Juncker.

Facta et non verba : qu'il nous soit permis d'observer que les prises de positions de la Commission dans le cadre de ces affaires ne semblent pas forcément confirmer les annonces.

Qu'il suffise de constater que malgré les requêtes unanimes en ce sens provenant de tous les acteurs et milieux, la Commission Juncker se refuse d'apporter un quelconque

changement au code de bonne conduite et semble donc être la seule instance au monde qui continue à croire en la non-nécessité de réformer ces règles et procédures. Cette position a été confirmée par M. Moscovici devant le PE.

Or, pour constater le caractère absolument inadéquat du code de bonne conduite quant à la durée notamment de la "cooling period", il suffit de rappeler que celles-ci sont moins strictes que celles applicables à chaque membre du personnel.

Bref malgré tout, la Commission semble continuer à vouloir nier la gravité de ces affaires alors que comme l'indique le PE, elles **"constituent une véritable claque en pleine face des citoyens européens qui perdaient déjà foi en les "élites politiques et les institutions"**.

Le 13 octobre dernier, dans le plus grand respect de son indépendance, nous étions aux côtés du collectif des collègues lors de la remise de la pétition -dont les signatures ont été dûment rendues anonymes- aux trois institutions et sous l'œil des médias.

A la Commission, nous avons regretté que le Président Juncker n'ait pu trouver le temps de recevoir la délégation chargée de déposer la pétition. Néanmoins, nous avons apprécié l'ac-

cueil et l'écoute réservés par le Secrétaire général qui a réceptionné la pétition au nom de notre institution.

Au Conseil, c'est le responsable du protocole qui a réceptionné les signatures.



Remise de la pétition au Secrétaire général de la Commission



Remise de la pétition à M. Schulz, Président du Parlement européen

Au Parlement Européen, la rencontre avec le Président Schulz a été pleinement satisfaisante et encourageante. En particulier, avec une clarté plus qu'admirable le Président Schulz a confirmé avoir été choqué par cette succession d'affaires concernant les anciens membres de la Commission Barroso et être très sensible aux éléments qui sont à la base de la pétition.

Le Président Schulz a fait état des résultats du débat, susmentionné, tenu le 4 octobre dernier ainsi que de la détermination du PE d'agir pour que la Commission réforme d'urgence et en profondeur le code de bonne conduite en confirmant particulièrement le caractère absolument insuffisant et inadéquat de la "cooling period".

En liaison notamment avec l'affaire Kroes et concernant la responsabilité personnelle des membres du collège, de même à l'occasion de leur nomination, M. Schulz a fait état de la réflexion en cours au PE au sujet de la mise en place d'une procédure de **vote de confiance individuelle du PE** pour chaque Commissaire. Cette proposition permettrait d'exclure les candidats n'offrant pas toutes les garanties nécessaires sans pour autant que le PE soit contraint de refuser tout le paquet de nomination de la nouvelle Commission, d'où découlerait une crise politique majeure.

Pour une fois, les citoyens et la presse sont aux côtés du personnel

A l'occasion de ses divers contacts avec la presse, R&D a remis [notre dossier "Barroso-Kroes"](#) illustrant l'ensemble de nos démarches et nous avons été gratifié par la qualité de l'accueil qui lui a été réservé.

De même, lors de la remise de la pétition, il a été très gratifiant de constater l'ampleur de la couverture médiatique ainsi que les propos plus qu'élogieux tenus par les journalistes à l'égard du personnel des institutions.

Pour une fois, il n'était pas question de mettre en cause notre statut, nos salaires et nos conditions de travail mais d'apprécier l'engage-

ment et le courage des collègues à l'origine de cette initiative ([pétition & revue de presse](#))

De même, les réactions des citoyens publiées sur les sites des journaux sont très élogieuses à l'égard du personnel des institutions.

Ceci démontre bien que contrairement à ce que prétend l'institution chaque fois qu'elle se refuse de réagir aux attaques de la presse à l'égard de son personnel, il n'est pas vrai que quoi que l'on fasse, la presse soit toujours contre nous.

Les prochaines étapes

La Commission des pétitions du Parlement européen est saisie du dossier et il y aura une audition publique...

Nous nous réjouissons de cette décision confirmée par le Président Schultz lors de notre rencontre et nous continuerons à travailler en parfaite entente, en soutenant le collectif à l'origine de la pétition dans le plus grand respect de son autonomie.

Nous attendons la décision du Comité d'éthique ad hoc...

La décision sera rendue sous peu par le Comité d'éthique ad hoc de la Commission, saisie par le président Juncker, pour les deux affaires Barroso et Kroes.



R&D toujours à votre service et à votre écoute